
Le missile de croisière naval, un moyen pour quelle stratégie ?

Monsieur Corentin BRUSTLEIN

*Chercheur au Laboratoire de recherche sur la défense (LRD),
Institut français des relations internationales (IFRI)*

A l'instar des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, la France a pris la décision de doter sa flotte de guerre de missiles de croisière, appelés à être tirés à partir des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de classe *Barracuda* et, surtout, des frégates multimissions de classe *Aquitaine* (FREMM). Jusqu'à ces développements, la capacité d'action vers la terre de la Marine nationale était fortement limitée, et s'articulait principalement autour du groupe aéronaval constitué à partir du porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle*.

Evaluer l'impact que pourrait avoir le missile de croisière naval (MdCN) sur la posture stratégique française requiert en premier lieu d'appréhender l'environnement politico-militaire dans lequel cette innovation s'inscrit. Dans un contexte marqué d'une part par la prédominance des logiques de guerre limitée et, d'autre part, par la diffusion de technologies avancées, et au vu des atouts opérationnels du MdCN, le potentiel de ce système apparaît maximal dans deux cadres d'emploi spécifiques : la diplomatie coercitive et les opérations d'entrée en premier.

UN ENVIRONNEMENT STRATEGIQUE CONTRAINT

S'il est impossible de dresser un panorama exhaustif des caractéristiques de l'environnement stratégique des quinze prochaines années, on retiendra en priorité deux tendances lourdes, qui exerceront une influence essentielle sur les stratégies d'utilisation du MdCN.

Une ère de guerres limitées

Un acteur peut entrer en guerre afin d'atteindre tous types d'objectifs, des plus ambitieux aux plus modestes. A l'exception des guerres impliquant les intérêts vitaux d'un acteur, incitant celui-ci à libérer toutes ses énergies afin de vaincre son adversaire, l'immense majorité des guerres sont dites « limitées », au sens où au moins l'un des deux belligérants ne combat pas directement pour sa survie.

La guerre limitée a historiquement été la forme la plus fréquente de guerre, et l'Occident est entré à nouveau dans cette logique de limitation par la force des choses en 1945, suite à l'apparition de l'arme nucléaire, dont le potentiel de destruction décourage toute atteinte directe aux intérêts vitaux d'un Etat possesseur. De manière logique, la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide, mettant par là même un terme à la menace d'une conquête de l'Europe par le Pacte de Varsovie, n'ont fait que confirmer cette logique de guerre limitée, en ouvrant la voie à des interventions extérieures d'intensité extrêmement variable, allant des opérations de maintien de la paix aux guerres de changement de régime de 2001 et 2003.

Si la guerre totale se rapproche de ce que Carl von Clausewitz qualifiait de guerre « absolue », laissant libre court à toutes les manifestations de violence, la poursuite d'une guerre à des fins

limitées signifie à l'inverse que la dimension politique y tient un rôle prédominant. Combattre dans une logique de guerre limitée implique donc de privilégier la retenue à travers un usage discriminé de la force et de réduire les risques encourus dans le cadre des opérations, de manière à ce que les coûts politiques et financiers de l'action demeurent à la mesure des intérêts en jeu². La difficulté de cet exercice intrinsèquement hasardeux de contrôle de la violence exercée sur l'adversaire se voit par ailleurs accrue par l'asymétrie des intérêts des belligérants : les motifs de guerre peuvent être limités pour des puissances interventionnistes, ils le seront moins – voire pas du tout – pour des puissances régionales agissant dans leur propre voisinage, voire pour défendre leur propre territoire. Ainsi, les limites imposées à l'activité guerrière, et donc les contraintes pesant sur l'action militaire, tendent à être systématiquement plus fortes pour les Etats interventionnistes que pour leurs adversaires.

Depuis la fin de la guerre froide, et en particulier depuis l'opération *Enduring Freedom*, les guerres limitées menées par l'Occident ont avant tout pris la forme d'opérations de guerre irrégulière. Si cela a pu se traduire par quelques ajustements budgétaires en faveur des forces terrestres au sein, notamment, des armées américaines ou britanniques, il ne s'est au final pas produit de réorientation profonde des équilibres entre armées, chaque instrument militaire poursuivant sa nécessaire préparation à d'éventuels conflits conventionnels. Une focalisation sur des interventions de type conventionnel, limitant l'empreinte au sol de tout dispositif occidental, pourrait ainsi se voir encouragée par un effet de « vaccination » post-Afghanistan, à l'instar de la réorientation s'étant produite aux Etats-Unis à l'issue de la guerre du Vietnam³. Sans attendre les résultats des opérations de contre-insurrection en cours, on assiste déjà depuis plusieurs années aux Etats-Unis au retour en force de thèmes liés au concept de « transformation militaire » : capacités iraniennes et, surtout, chinoises de déni d'accès ; réponse américaine à travers le concept de *Air-Sea Battle*⁴ ; développement et diversification des moyens de *Prompt global strike* ; premières orientations concernant le futur bombardier stratégique de l'USAF, etc.

Une focalisation sur les missions de guerre conventionnelle n'est néanmoins pas synonyme d'un désengagement total des puissances interventionnistes : celles-ci ont été amenées à développer au cours des dernières décennies (voire des derniers siècles) des modèles de guerre expéditionnaire de par leurs intérêts stratégiques à défendre outremer. Si ces derniers n'ont, à l'évidence, pas disparu, leur défense pourrait malgré tout devenir de plus en plus coûteuse.

Des forces de projection de plus en plus menacées

Le modèle occidental de guerre expéditionnaire est connu et redouté, particulièrement depuis la première guerre du Golfe, au cours de laquelle son efficacité destructrice est apparue écrasante. Si les divers atouts de ce modèle sont connus, ses faiblesses – en particulier lors de la phase d'entrée des forces sur le théâtre d'opération – ont parallèlement pu être identifiées par d'éventuels adversaires, à l'occasion des conflits récents.

² Lucien Poirier, « Stratégie intégrale et guerre limitée », *Stratégique*, n° 54 (1992), pp. 33-61.

³ Robert R. Tomes, *US Defense Strategy from Vietnam to Operation Iraqi Freedom. Military innovation and the new American way of war, 1973-2003*, Abingdon, Routledge, 2007, pp. 58-95.

⁴ Cf. par exemple John T. Bennet, « Pentagon Crafting Anti-Access Concept », *Defense News*, January 25, 2010 ; Bill Sweetman, Richard D. Fisher Jr, « AirSea Battle Concept Is Focused On China », *Aviationweek.com*, 8 avril 2011.

Conséquence logique de la vulnérabilité relative des dispositifs de projection lors des premières phases des interventions, l'une des tendances actuellement à l'œuvre est la diffusion de technologies et de concepts d'emploi visant à entraver la liberté d'action des forces occidentales au niveau des approches aériennes et navales des territoires adverses – efforts contribuant à l'émergence de postures dites de « déni d'accès »⁵.

Les capacités entrant dans cette catégorie sont multiples :

- défenses sol-air d'une sophistication accrue, parfois rassemblées en Systèmes de défense aérienne intégrée (SDAI) et multicouches ;
- mines sous-marines de types variés, occasionnant un ralentissement considérable du *tempo* des opérations à un moment où la vitesse peut s'avérer cruciale ;
- missiles balistiques aux performances croissantes (portée, précision, mobilité, passage aux propulseurs solides réduisant la vulnérabilité face aux actions contre-forces...), convenant aux frappes visant les cibles étendues ;
- missiles de croisière d'attaque au sol, permettant d'effectuer des frappes précises et surprises ;
- moyens de défense des approches navales, en particulier à travers l'amélioration des missiles antinavires en termes de portée, précision, vitesse et furtivité.

L'un des exemples les plus flagrants d'appareil militaire ayant entrepris de se doter des moyens de dégrader l'efficacité des opérations de projection de forces est la République islamique d'Iran. Après la guerre du Golfe de 1991, Téhéran a ainsi identifié trois axes prioritaires d'amélioration de ses capacités en termes (1) de frappe de missiles balistiques et de croisière, (2) de contrôle, voire de refus d'accès au détroit d'Ormuz, et (3) d'amélioration de sa défense sol-air.⁶ Chacun de ces trois domaines a connu, depuis, des améliorations nettes.

Dans le domaine spécifique de la défense des approches navales iraniennes, par exemple, le perfectionnement des capacités concerne en priorité les missiles antinavires. Ici, la transition des C-201 aux C-801 et 802 a occasionné des gains en termes de vitesse de mise en place, de portée et de précision des tirs, ainsi qu'un profil de vol rendant le missile plus difficile à intercepter. En parallèle, un second axe de renforcement et de diversification des moyens iraniens pourrait se traduire par le développement d'un missile balistique antinavire (*anti-ship ballistic missile*, ASBM). Si le dossier chinois dans ce domaine est d'ores et déjà volumineux et s'articule autour du missile DF-21D, les informations portant sur les projets iraniens sont, pour l'heure, lacunaires. Développé à partir du *Fateh-110*, missile balistique de courte portée (200-300 km) à propulsion solide, un modèle d'ASBM aurait récemment été testé par les Gardiens de la Révolution, expérience ayant abouti à la destruction d'une cible navale⁷. Si cette capacité se confirmait, elle constituerait un défi supplémentaire pour les forces de projection occidentales, accroissant la létalité de l'environnement dans lequel celles-ci devraient être appelées à manœuvrer.

⁵ Cf. notre étude en deux parties : « Vers la fin de la projection de forces ? I. La menace du déni d'accès », *Focus stratégique*, n° 20, avril 2010 (<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6020>) et « Vers la fin de la projection de forces ? II. Parades opérationnelles et perspectives politiques », *Focus stratégique*, n° 21, mai 2010 (<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6046>).

⁶ Patrick J. Garrity, *Why the Gulf War Still Matters. Foreign Perspectives on the War and the Future of International Security*, Los Alamos National Laboratory – Center for National Security Studies, juillet 1993.

⁷ « Iranian Ballistic Missile Scores a Direct Hit on a Target Ship », *DefenseUpdate*, 8 février 2011, accessible à l'adresse : http://defense-update.com/wp/20110208_fateh110_eo.html.

L'Occident dissuadé ?

Au croisement de puissances interventionnistes agissant en raison de buts de guerre limités, souffrant d'une asymétrie des intérêts politiques, et de la contestation croissante à laquelle celles-ci auront à faire face transparaît un risque qui, s'il n'est pas nouveau, pourrait prendre une ampleur inédite : celui de voir les puissances interventionnistes dissuadées de défendre leurs intérêts extérieurs par la force.

On a coutume de dire en France, pour des raisons compréhensibles à la lumière de notre histoire et de notre posture, que la dissuasion ne saurait être que nucléaire, et que les armes nucléaires ne devraient se voir assigner que des missions s'inscrivant dans le cadre de la dissuasion – par opposition à la coercition, voire à la guerre nucléaire. Force est pourtant de constater que pour la majorité des Etats, la dissuasion n'est pas nucléaire, ce qui ne devrait pas surprendre puisque 95% des Etats ne possèdent pas ce que Brodie qualifiait d'« arme absolue ». De fait, l'arme nucléaire confère à la dissuasion un caractère plus convaincant en rendant manifestement prohibitifs les coûts d'une attaque. Pour autant, la dissuasion comme posture n'a pas intrinsèquement besoin des armes nucléaires pour constituer une posture séduisante à opposer aux interventions extérieures occidentales.

En l'occurrence, plus un Etat sera guidé par des motifs politiques limités, plus il sera vulnérable aux manœuvres dissuasives de l'adversaire. Pour paraphraser Clausewitz, plus les intérêts en jeu sont réduits, moins le nombre de pertes qui suffiront à faire flancher la détermination d'un gouvernement sera élevé⁸. Derrière ce problème d'une dissuasion opposée aux puissances interventionnistes se pose donc la question plus générale de la possibilité pour celles-ci de conserver une capacité d'action militaire à longue distance.

LE MISSILE DE CROISIÈRE NAVAL ET LES CAPACITÉS D'INTERVENTION FRANÇAISES

Les atouts opérationnels du MdCN découlent à la fois des propriétés du missile (portée de la classe des 1 000 km, précision métrique, faible signature radar, etc.) et des propriétés des plateformes destinées à l'emporter – visibilité et polyvalence des FREMM, discrétion des SNA.

Que signifie cette amélioration significative des capacités d'action vers la terre pour la posture française, dans un environnement de plus en plus politiquement et militairement contraint ? Sans nullement prétendre à l'exhaustivité, deux exemples de contributions stratégiques du MdCN seront abordés ici : son apport dans le cadre de la diplomatie coercitive, d'abord, puis dans le contexte d'une opération d'entrée en premier.

Le MdCN et la diplomatie coercitive

Sa capacité d'action vers la terre renouvelée laisse entrevoir une crédibilité accrue de la Marine nationale, en particulier des frégates multimissions, dans leur rôle d'incarnation de la volonté politique de l'Etat français. Par leur déploiement, voire par l'emploi effectif de MdCN, les navires de guerre français pourraient tenir une place centrale dans le cadre d'une stratégie dite de diplomatie coercitive, fondée sur un emploi contrôlé de la force à des fins de

⁸ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1955, pp. 58-59.

démonstration et d'intimidation, incitant l'adversaire à modifier son comportement⁹. Ce type de stratégie s'appuie en parallèle sur une pluralité de moyens, allant des sanctions internationales aux zones d'exclusion aérienne, opérations spéciales et soutien aux éventuels groupes insurgés.

Dans les situations où cette stratégie impliquerait l'emploi de la force, la liberté de manœuvre des frégates, leur polyvalence et leur puissance de feu pourraient en faire un moyen de gesticulation efficace et crédible – à condition toutefois de voir leur déploiement, effectif ou envisagé, associé à un discours adapté, aussi clair et cohérent que nécessaire.

La possession du MdCN et de capacités renforcées d'action vers la terre ne sera pas, bien sûr, synonyme d'un renouveau de la diplomatie de la canonnière. Pour autant, la précision et la portée des frappes en feront un moyen considérable, permettant de détruire de nombreux types de cibles à haute valeur stratégique et/ou symboliques dans la profondeur du théâtre d'opération, en restant éventuellement hors de portée des missiles antinavires adverses.¹⁰

Des nuances à cette vision méritent toutefois d'être apportées. Un système d'arme, aussi tactiquement et techniquement efficace qu'il puisse être, ne fait pas une politique, et ne permet pas de produire de manière directe une quelconque efficacité stratégique¹¹. Sur ce point, il convient de tirer profit du retour d'expérience américain en matière d'emploi des missiles de croisière navals.

Durant les années 1990, les Etats-Unis ont recouru de manière massive aux missiles de croisière navals, afin de compenser une volonté politique défaillante, une réticence face à la perspective d'une prise de risque. Le missile *Tomahawk* (ou TLAM, pour *Tomahawk Land Attack Missile*) est ainsi devenu le symbole de la guerre sans risques – une guerre sans coûts politiques apparents. Cette tentation, qui pourrait réapparaître au sein des puissances interventionnistes après leur retrait d'Afghanistan, pose toutefois plusieurs problèmes.

D'abord, elle revient parfois à dépenser des missiles très onéreux pour détruire des objectifs d'intérêt militaire et de valeur matérielle faibles, et de lisibilité politique douteuse – comme ce fut le cas par exemple des frappes sur des camps d'entraînement situés en Afghanistan, en 1998.

Ensuite, une frappe seule ne suffit pas à prouver la détermination d'un Etat. Les signaux envoyés à travers un tir de missiles sont loin d'être toujours clairs, et dépendent du contexte politique propre à l'acteur ciblé comme à la puissance interventionniste, des cibles choisies et du volume de feu concerné. Une tentative infructueuse de décapitation de l'adversaire peut condamner toutes les négociations futures avec celui-ci en convaincant ses dirigeants qu'ils n'ont rien à perdre. Le tir d'une poignée de missiles peut – souvent à raison – être interprété par l'adversaire comme révélant un manque de détermination, un refus de la prise de risque¹².

⁹ Définition adaptée de celle d'Alexander L. George, « The Development of Doctrine and Strategy », in Alexander L. George, David K. Hall et William R. Simons, *The Limits of Coercive Diplomacy. Laos, Cuba, Vietnam*, Boston, Little, Brown & Co., 1971, p. 18.

¹⁰ Les cibles les plus durcies ou enfouies devraient cependant demeurer peu vulnérables aux frappes de MdCN.

¹¹ Sur la notion d'efficacité militaire et stratégique, cf. Allan R. Millett, Williamson Murray and Kenneth H. Watman, « The Effectiveness of Military Organizations », in Allan R. Millett, Williamson Murray (dir.), *Military effectiveness*. Volume I: First World War, Boston, Allen and Unwin, 1988, pp. 1-30.

¹² Thomas Schelling soulignait ainsi « there is always a danger – Churchill and others have warned against it – of making a bold demonstration on so small a scale that the contrary of boldness is demonstrated », dans Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 114.

A l'inverse, l'effet militaire et psychologique d'une frappe de masse (une à plusieurs centaines de vecteurs) ne doit pas être sous-estimé : pour que l'opération *Desert Fox*, initiée afin de contraindre Saddam Hussein à accepter une reprise des inspections de l'ONU sur le territoire irakien, soit un succès, 330 missiles *Tomahawk* ont dû être tirés en quatre jours, représentant la moitié du total des missions de frappe¹³.

Mais ces effets des frappes de masse, pour considérables qu'ils puissent être, doivent être rapportés à la signification politique d'une telle option, à ses conséquences financières, ainsi qu'aux risques de dommages collatéraux. Sur ce dernier point, on ne saurait trop insister sur le risque d'un « retour de bâton » brutal, voyant une opération militaire « sans risques » ni visibilité politique forte se transformer en scandale national suite à l'annonce d'une frappe ayant occasionné des pertes au sein des populations civiles – délibérément utilisées ou non comme boucliers humains.

Souligner le potentiel d'un armement tel que le MdCN dans la perspective de la diplomatie coercitive ne saurait donc se dissocier d'un rappel clair : la guerre sans risque politique n'existe pas. Renforcer la résilience de la nation face au risque des pertes ne signifie pas véhiculer des concepts fondés sur l'idée d'une guerre facile, sans risque et bon marché. Au contraire, refuser les facilités de langage contribue à prévenir l'apparition d'un décalage entre la réalité des opérations et les perceptions de la guerre et de ses risques et coûts probables, et limite donc les risques d'effondrement brutal de l'effort de guerre¹⁴.

Le MdCN dans les opérations d'entrée en premier

Une opération d'entrée en premier sur un théâtre d'opération protégé par une posture de déni d'accès requiert une grande variété de capacités : neutralisation ou destruction des défenses aériennes, guerre des mines, frappes contre-forces dans la profondeur du territoire adverse, etc.

Le MdCN ne constituera qu'un des outils de frappe dans la profondeur auxquels les forces armées françaises, voire européennes, pourraient recourir dans le cadre de telles missions. S'il n'existe pas, à l'échelle de l'Europe et à l'exception de la soixantaine de *Tomahawk* équipant la Royal Navy, de capacités équivalentes à celles du MdCN, un certain nombre de missiles de croisière de performances moindres sont d'ores et déjà disponibles, ou en cours d'acquisition. Ainsi, près de 2000 missiles de croisière modernes, d'une portée maximale variant entre 250 à 500 km, devraient à terme équiper les forces aériennes et aéronavales européennes. Ceci représente un volume global extrêmement important, auquel s'ajoutent les différents types de munitions à guidage de précision, complémentaires aux missiles de croisière lorsque la menace sol-air est réduite, et en particulier pour la destruction des cibles mobiles.

L'emploi du MdCN dans le cadre d'une telle opération se fonderait sur l'exploitation de son allonge particulièrement importante et du potentiel de surprise que lui confèreront à la fois sa faible signature radar et son emport sur les SNA *Barracuda*. Ces deux attributs – allonge et potentiel de surprise – seraient naturellement appréciés pour les missions de frappe des éléments clé du dispositif de l'adversaire (centres de commandement, de contrôle, de communications, stations radar, etc.) implantés dans la profondeur de son territoire.

¹³ Dennis M. Gormley, *Missile Contagion. Cruise Missile Proliferation and the Threat to International Security*, Annapolis, Naval Institute Press, 2010 (2008), p. 52 ; Frank Wolfe, « Nearly All 'Desert Fox' TLAMs Achieved Cruise, Navy Says », *Defense Daily*, 8 janvier 1999.

¹⁴ Voir notamment notre étude « La surprise stratégique. De la notion aux implications », *Focus stratégique*, n° 10, octobre 2008, pp. 36-37.

Cet apport spécifique s'avèrerait des plus utiles dans un domaine demeurant à ce jour un point de carence majeure des armées européennes, à savoir la phase de neutralisation des défenses aériennes adverses (*Suppression of Enemy Air Defenses*, SEAD). Ici, le MdCN pourrait par exemple être employé pour détruire des radars fixes de défense aérienne, hangars d'aviation non-durcis ou centres de contrôle et de communications de la défense aérienne adverse, avec pour objectif de réduire le risque pour la seconde vague offensive, qui pourrait ainsi s'appuyer sur des moyens moins sophistiqués, et donc moins onéreux. Ceci ne résoudrait cependant pas le problème posé par la faiblesse des capacités SEAD dédiées en Europe – en particulier l'absence totale de brouilleurs offensifs – mais permettrait au minimum de participer à la phase initiale d'opérations menées par les Etats-Unis.

Cette possibilité de pouvoir frapper en premier et participer à « l'entrée en force » sur le territoire de l'adversaire dès le début des opérations revêt un intérêt politico-stratégique potentiellement considérable. Sur le papier, le fait de pouvoir contribuer utilement aux opérations dès l'attaque initiale signifie disposer d'une meilleure chance de participer à la planification aux côtés des Etats-Unis, d'influencer celle-ci et d'être considéré comme allié crédible. Les leçons tirées par la Royal Navy à l'issue de son implication dans l'opération *Iraqi Freedom* méritent ainsi toute notre attention : en quoi a consisté leur contribution à la planification des opérations ? Les Britanniques ont-ils essayé – et, le cas échéant, réussi – à peser sur le choix des cibles ? Les gains politiques apparaissent-t-ils rétrospectivement suffisants ?¹⁵

Cette interrogation apparaît d'autant plus légitime si l'on rapporte la cible d'acquisition actuelle du MdCN (200)¹⁶ à l'ampleur des moyens américains¹⁷ et plus précisément au volume de missiles *Tomahawk* employés dans les guerres récentes : les deux premiers jours de *Desert Storm* auraient suffi à utiliser tous les MdCN prévus à terme dans l'arsenal français,¹⁸ et plus de 800 TLAM américains ont été tirés lors d'*Iraqi Freedom*¹⁹. Force est donc de constater que le MdCN restera une ressource rare au sein des forces armées françaises, ressource qu'il ne sera possible d'employer qu'avec une grande parcimonie – interdisant par exemple de chercher à produire sur la base de moyens strictement nationaux des effets de sidération stratégique chez une puissance régionale.

CONCLUSION

Au final, l'introduction du MdCN au sein des forces navales françaises devrait incontestablement enrichir la gamme des options leur étant accessibles en vue d'une « action vers la terre », notamment grâce à son allonge permettant entre autres choses de compenser un environnement maritime de plus en plus létal.

¹⁵ Voir à ce sujet la présentation de Lee Willett.

¹⁶ Voir Xavier Pintat et Daniel Reiner, *Projet de loi de finances pour 2011 – Défense : Equipement des forces*, Avis n° 112 (2010-2011), 18 novembre 2010, accessible à l'adresse : <http://www.senat.fr/rap/a10-112-5/a10-112-518.html>

¹⁷ Voir par exemple les quatre SSGN de l'US Navy, représentant au total un volume de feu de plus de 600 TLAM.

¹⁸ Eliot A. Cohen et Thomas A. Keaney, *Gulf War Air Power Survey Summary Report*, Washington, U.S. Department of the Air Force / Government Printing Office, 1993, p. 224

¹⁹ T. Michael Moseley, *Operation Iraqi Freedom – By the Numbers*, USCENTAF Assessment and Analysis Division, 30 avril 2003, p. 11.

Cependant, par delà sa redoutable efficacité technique et tactique, l'efficacité stratégique du MdCN dépendra avant tout du contexte politique dans lequel son emploi s'inscrira : l'ampleur des objectifs poursuivis, l'attitude adoptée face à l'adversaire, les concessions exigées de celui-ci, et le discours accompagnant au niveau national les frappes ou les menaces. Ce discours se devra d'éviter deux écueils majeurs : tout d'abord, identifier des finalités trop ambitieuses au regard des coûts que l'on serait prêt à consentir ; enfin recourir aux images trompeuses d'une guerre pouvant être « propre » ou « facile » du seul fait de la technologie militaire, images qui s'avèrent trop souvent à double tranchant et finissent par desservir l'ensemble du projet stratégique de l'Etat en guerre.